

gouvernement, mais de tous les députés, sur le triste sort de cette industrie, la plus ancienne de notre pays.

L'industrie dont il s'agit n'est pas au même rang que certaines autres du point de vue de la valeur monétaire de ses exportations, mais il serait juste de dire que, pour chaque \$1,000 d'exportations, elle crée probablement plus d'emploi que n'importe quelle autre dans notre pays.

Il y aurait lieu de faire un effort tout particulier pour résoudre les graves problèmes qui la confronte. Un de ces problèmes, —le ministre ne l'ignore pas,—c'est que le prix que nous touchons pour le poisson est fixé sur le marché international. Le pêcheur n'a donc aucun moyen de se protéger. Cependant, il doit payer tout ce qu'il achète non seulement au taux de marchandises produites sur un marché protégé, mais dans bien des cas au taux des marchandises produites dans la région centrale du Canada, qui dépasse, dans bien des cas, le prix de ces mêmes marchandises sur le marché du Canada central. Je ne doute pas que le ministre connaisse très bien cet argument, venant d'une région du pays que lui et moi-même avons habitée si longtemps.

Le ministre a dit qu'il espérait nous voir reconquérir le marché jamaïquain, si nous pouvions faire concurrence aux prix que nos rivaux y demandent. Il est fort possible que nous ne pourrions pas proposer des prix plus favorables le 1<sup>er</sup> janvier prochain que le 1<sup>er</sup> juillet. Mais cela ne tiendrait pas au fait que nos pêcheurs ne produisent pas aussi efficacement qu'ils le pourraient, non plus qu'au fait que nous n'essayons pas de diminuer nos prix dans toute la mesure du possible, mais simplement à ce que le gouvernement d'un autre pays subventionne ses exportations, comme c'est incontestablement le cas à l'heure actuelle des exportations islandaises vers la Jamaïque. Le ministre n'ignore pas que le Canada est un client important de la Jamaïque. Je serais fort étonné que l'Islande constituât aussi un débouché très intéressant pour la Jamaïque. Il ne s'agit pas ici de proférer des menaces, ni quoi que ce soit de tel, mais n'est-ce pas là un argument assez convaincant dont pourraient user les fonctionnaires du ministre en abordant cette question avec les Indes occidentales?

Quelques-uns d'entre nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, voudront peut-être revenir sur cette question lorsque la Chambre sera saisie de la motion inscrite au nom du député d'Ottawa-Ouest, lundi prochain, du moins nous l'espérons. Dans l'intervalle, je voudrais signaler au ministre le problème dans les termes les plus énergiques que je puis. Le ministre a eu raison de dire que

le marché était excellent, à l'heure actuelle, en ce qui concerne le poisson frais et le poisson congelé. L'expérience m'a appris que cet état de choses est fonction des cours de la viande en général, et de la viande de bœuf en particulier. Des personnes qui connaissent de longue date le commerce du poisson me disent que dès que les cours du bœuf augmentent, les ventes du poisson suivent la même courbe. En règle générale, le marché du poisson baisse parallèlement au cours du bœuf dans les régions telles que les États-Unis où les consommateurs peuvent facilement passer d'un produit à l'autre. Or, je pense que nous tous, non seulement les députés des provinces de l'Atlantique et le ministre lui-même, mais le plus grand nombre au Canada, entretenons de très sérieuses craintes à ce sujet: l'insuffisance de fourrage dans l'Ouest du Canada, le danger d'abattage et de vente en masse des bovins et le risque que cela comporte pour notre commerce des bovins. Et j'ajoute qu'il y a danger aussi pour nos exportateurs de poisson frais. De plus, si la quantité de poisson frais et congelé que nous pourrions exporter diminue, la pression exercée sur le marché du poisson salé s'en accroîtra d'autant.

Tout cela se tient. J'espère bien que le ministre usera de son influence auprès de ses collègues,—je suis sûr qu'il le fera dans le cas qui nous occupe,—pour qu'ils prennent toutes les précautions possibles, y compris au besoin l'accroissement de nos importations des États-Unis, afin d'assurer un approvisionnement de fourrage suffisant au maintien de nos bovins, de débouchés stables pour les bovins aux États-Unis, débouchés qui sont importants, non seulement pour les cultivateurs qui élèvent les bovins, mais aussi pour les pêcheurs qui vendent du poisson aux États-Unis.

**M. Macnaughton:** Monsieur le président, habitant à mille milles de la mer ou à peu près, je ne prétends nullement que je sois un pêcheur de haute mer ou que je connaisse bien la question de la morue en général. Ce n'est pas sans un grand intérêt pourtant que j'ai écouté les observations de mon collègue de Bonavista-Twillingate et que je l'ai entendu signaler les dangers que court l'industrie de la pêche de notre littoral Est. Il se trouve que l'autre jour j'ai appris certains détails sur les échanges entre le Canada et l'Italie, et ces renseignements arrivent tout à fait à point en ce moment. Il serait intéressant, je crois, de signaler que la balance commerciale déficitaire de l'Italie avec le Canada semble augmenter constamment, et ce n'est certes pas ce que nous voulons, si nous comptons augmenter nos